

Edito

L'initiative Swissness devient indispensable.

Après de longs et difficiles débats en commission et en plénum du Conseil national, de grands espoirs étaient mis sur le Conseil des Etats, après que sa commission ait accepté à l'unanimité le retour au projet Swissness initial du Conseil fédéral. Rappelons que ce dernier propose un minimum de 80% de matières premières indigènes pour estampiller les produits agricoles avec la croix suisse, quel que soit le degré de transformation.

Hélas, nous avons rapidement dû déchanter en voyant qu'entre les discussions en commission et l'examen par le plénum, pas moins de 15 amendements individuels avaient été déposés. La plupart visait à assouplir les exigences suisses pour les produits agricoles et industriels. Au vu de cette situation rarissime, il devenait logique de renvoyer le dossier en commission. Si celle-ci travaille rapidement, le Conseil des Etats statuera en décembre prochain.

Il faut s'attendre à voir un Swissness fortement édulcoré à la sortie du Conseil des Etats, probablement plus encore que la version du Conseil national.

Au vu de l'évolution négative du dossier, le lancement de l'initiative populaire « pour un Swissness crédible », en mains de l'Union suisse des paysans devient une évidence. C'est le dernier instrument pour faire infléchir le Parlement dans le sens d'un meilleur partage de la plus-value suisse tout au long de la chaîne de valeur ajoutée. C'est aussi répondre aux attentes des consommateurs qui veulent des produits étiquetés suisses avec 80% ou 100% de matières premières.

Par ailleurs, il n'est pas exclu qu'en fin de compte, le projet Swissness dans son entier passe à la trappe à l'issue du débat parlementaire. Ce ne serait pas la plus mauvaise situation. Mieux vaut pas de Swissness du tout qu'un mauvais Swissness. Ce serait alors l'autoroute pour l'initiative populaire

Walter Willener